Les prisons de Marseille aux XIX^e et XX^e siècles, un laboratoire architectural au service d'un projet social ?

Prisons in Marseille in XIXth and XXth centuries, an architectural laboratory for a social project ?

Die Gefängnisse von Marseille im 19. und 20. Jahrhundert – ein Architekturlaboratorium im Dienste eines Sozialprojektes?

Éléonore Marantz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/364>

DOI : 10.4000/lha.364

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2014

Pagination : 63-73

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Éléonore Marantz, « Les prisons de Marseille aux XIX^e et XX^e siècles, un laboratoire architectural au service d'un projet social ? », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 27 | 2014, mis en ligne le 10 juin 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lha/364> ; DOI : 10.4000/lha.364

Par Éléonore MARANTZ

LES PRISONS DE MARSEILLE AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES, UN LABORATOIRE ARCHITECTURAL AU SERVICE D'UN PROJET SOCIAL ?

Si l'histoire urbaine, architecturale et monumentale de la Marseille triomphante du XIX^e siècle a donné lieu à des recherches conséquentes, si le XX^e siècle commence à bénéficier d'études éclairantes¹, les prisons qui ont été construites dans la cité phocéenne au cours de la période contemporaine sont encore peu connues, à l'exception de celle des Baumettes². Cela tient certainement à la nature même de ces architectures qui, par bien des aspects, constituaient des enclaves tant physiques que symboliques dans la ville, ce qui n'a guère invité les contemporains à s'y intéresser et, dans une certaine mesure, a également longtemps tenu les historiens « à distance » de ces objets d'étude ; plus pragmatiquement, cela tient au fait que, rapidement jugées désuètes ou inadaptées, les prisons marseillaises des XIX^e et XX^e siècles ont été détruites – ou tout au moins transformées – au cours du siècle – et parfois même du demi-siècle – ayant suivi leurs mises en service et que, paradoxalement, elles ont laissé peu de traces dans l'espace urbain (à l'exception encore une fois des Baumettes). Plus fondamentalement, cette lacune historiographique vient mettre en lumière le fait que les prisons ont longtemps peiné à retenir l'attention des historiens de l'architecture avant de s'imposer, depuis quelques années, comme des objets d'étude privilégiés³.

1. Voir notamment les travaux de B. Bergdoll, J.-L. Bonillo, T. Dourousseau, C. Jasmin, D. Jasmin, É. Marantz, E. Mognetti, L. Noet, F. Ricateau-Marciano ou M.-P. Vial.
2. Marantz Éléonore, « La prison des Baumettes : imaginer, projeter et construire un espace carcéral pendant l'entre-deux-guerres » ; François Dieu (dir.), Paul Mbzanoulou (dir.), *Des mots et des murs. L'Architecture carcérale*, actes de colloque (ENAP, Agen, 1^{er}-3 décembre 2010), Toulouse, Privat, 2011, p. 58-73.
3. Les bases de l'histoire de l'architecture carcérale française des XIX^e et XX^e siècles ont commencé à être posées par Michel Foucault (1975), Bruno Foucart (1976) et Odile Foucaud (1994). Les premières synthèses écrites sur le sujet, l'ont été dans le cadre d'histoires plus générales de l'architecture (François Loyer, 1983 ; Claude Mignot, 1983). L'histoire de l'architecture carcérale n'a cessé de s'enrichir depuis, bénéficiant d'un intérêt croissant depuis une dizaine d'années dont témoignent les recherches de Chantal Callais sur Pierre-Théophile Segretain (2010), Christian Carlier sur la prison de Fresnes (1998), Christian Demonchy sur la généalogie de la prison moderne (2004), Franck Delorme sur Guillaume Gillet (2013), Fabienne Doulat (2003), Alice Thomine sur Émile Vaudremer (2004) ou encore des thèses récemment soutenues (Shin Gunsoo, *Entre panoptique de J. Bentham et panoptisme de M. Foucault : architecture pénitentiaire en France 1791-1875*, sous la direction de Monique Eleb, ENSA Paris-Malaquais, 2013) ou en cours (Soppelsa Caroline, *Les prisons de Paris et de l'ancien département de la Seine au XIX^e siècle*, sous la direction de Jean-Baptiste Minnaert, université de Tours). Des rencontres scientifiques ont également renouvelé l'approche du sujet : *L'architecture pénitentiaire* (journée d'études, Paris, musée du Louvre, 5 novembre 2005) ; *Des mots et des murs. L'architecture carcérale* (colloque, Agen, ENAP, 1^{er}-3 décembre 2010).

La cité phocéenne offre pourtant une telle opportunité d'observer les mutations de l'architecture carcérale au cours de la période contemporaine qu'elle peut être considérée comme une véritable « ville-laboratoire » en la matière. Sur les cinq établissements pénitentiaires construits dans les Bouches-du-Rhône en l'espace d'un peu plus d'un siècle, quatre en effet se trouvaient à Marseille⁴ : la prison des Présentines (1820-1823, arch. : Michel-Robert Penchaud), la prison Chave (1852-1854, arch. : Vincent Barral, Auguste Martin), la prison Saint-Pierre (1861-1864, arch. : Auguste Martin) et la prison des Baumettes (conception : 1931-1933, construction : 1933-1943, arch. : Gaston Castel). Toutes avaient en commun d'avoir été construites à l'initiative du Conseil général, à qui incombait depuis 1811 la responsabilité des prisons implantées sur le territoire départemental⁵, et selon des projets élaborés par des architectes départementaux sous le contrôle du ministère de l'intérieur⁶. Malgré cela, chacune, par sa disposition architecturale particulière, vient illustrer un moment bien précis de l'histoire de l'architecture carcérale.

Les Présentines ou les débuts de la codification de l'architecture carcérale

Le premier établissement à être édifié à Marseille au XIX^e siècle est la prison des Présentines, maison d'arrêt conçue par l'architecte Michel-Robert Penchaud (1722-1833)⁷. Comme la prison d'Aix-en-Provence qui lui est à peu près contemporaine et qui est l'œuvre du même architecte, elle fut construite à la faveur d'une campagne lancée par l'État au début des années 1810 et au moment où, sous la Restauration des Bourbons, la question de l'architecture pénitentiaire est portée au centre des débats⁸.

4. Le cinquième – maison d'arrêt, de justice et de correction – se trouvait à Aix (1822-1832, arch. : M.-R. Penchaud). Une sixième prison, de construction antérieure, était établie au château de Tarascon ; elle sera supprimée en 1926.
5. Par décret (9 avril 1811), l'État transmet aux départements la propriété des prisons implantées sur le territoire. Ces prisons départementales accueillent les prévenus et les condamnés à de courtes peines (moins d'un an et un jour), les condamnés à des peines moyennes étant envoyés en maisons centrales.
6. Le contrôle exercé par le ministère de l'intérieur passe par la promulgation de modèles-types et par une supervision très stricte des projets (architecte-conseil des services pénitentiaires, conseil supérieur des prisons, conseil des bâtiments civils).
7. Bien qu'originaire du Poitou, Michel-Robert Penchaud est nommé architecte de la ville de Marseille (1803), puis architecte en chef des Bouches-du-Rhône (1806-1833). Fils d'architecte, élève de Percier et Fontaine, il est pétri d'une culture néoclassique dont témoignent l'église Saint-Martin de Saint-Rémy-de-Provence (1821-1827), le temple protestant de Marseille (1822-1825), le palais de justice d'Aix-en-Provence (1822-1832) ou encore l'hôpital Caroline édifié sur l'île du Ratonneau (1823-1828) et l'arc de triomphe de la Porte d'Aix (1825-1839).
8. Un arrêté ministériel (20 octobre 1810) précise les dispositions relatives à la « restauration » des prisons. Des circulaires (5 décembre 1811, 5 novembre et 8 décembre 1812, 20 octobre 1813) en indiquent les modalités d'application (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 118). La création de la Société des prisons (1819), instance nationale dont la mission est d'œuvrer à leur amélioration, place les prisons au centre des débats.

Ill. 1 : Prison des Présentines (1820-1823, arch. : Michel-Robert Penchaud), plan des abords de la prison (s.d. ca. 1840, AD13 4 N 312).

Après qu'il eut été successivement envisagé de construire cette prison à proximité de l'Hôtel de ville puis sur les hauteurs du Vieux-Port⁹, le site finalement retenu est l'ancien jardin du couvent des Présentines qui se trouvait à la lisière nord de la ville, près de la porte d'Aix. Le remaniement de ce bien, qui avait été confisqué à la Révolution française et acquis par le département en 1819¹⁰, devait également permettre d'accueillir une caserne de gendarmerie qui devait contribuer à la surveillance et la sûreté de la future prison. Examiné une première fois en 1815 par le Conseil des bâtiments civils, le projet de Michel-Robert Penchaud atteint ses dispositions définitives à l'automne 1816 et reçoit l'approbation du ministre de l'intérieur en janvier 1817¹¹ (ill. 1).

La prison, qui est construite entre 1820 et 1823¹², occupait la partie occidentale de la parcelle. Prenant la forme d'une bâtisse quadrangulaire d'un étage sur rez-de-chaussée, elle était composée de quatre corps de bâtiments disposés orthogonalement les uns par rapport aux autres. Ces derniers délimitaient un espace central clos divisé en deux cours par une aile intermédiaire, cours que venaient subdiviser de hauts murs, de façon que les quatre quartiers de détention fussent dotés d'espaces de promenade. La prison des Présentines – édifice conçu selon une trame orthogonale se déployant à l'intérieur d'un quadrilatère régulier – était en tout point conforme au modèle que promouvait alors l'administration pénitentiaire pour les maisons d'arrêt. Elle se rapproche ainsi d'établissements contemporains ou tout juste postérieurs tels que les prisons de Cherbourg, Saintes, Beaune, Vervins, Versailles, Beaulieu ou encore Lyon (prison Saint-Joseph), pour ne citer que les réalisations considérées comme exemplaires en cette période de codification de l'architecture publique en général, et de l'architecture carcérale en particulier¹³. Michel-Robert Penchaud lui-même restera fidèle à ce principe à la prison d'Aix-en-Provence. Louis-Pierre Baltard, membre influent du conseil des bâtiments civils

9. On envisage d'abord de construire la maison d'arrêt de Marseille à côté du palais de justice qui se situait sur la place Mazeau, puis en lieu et place du cimetière Saint-Laurent à la Tourette (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 118).

10. Le département acquiert le jardin des Présentines (5 437 m²) le 8 mars 1819 (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 118).

11. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 118-119 ; Arch. nat., F²¹ 2487, 2490, 2493, 2505, 2509, 2511, 2527.

12. Des situations de travaux sont régulièrement établies par l'architecte entre le 1^{er} août 1820 et le 7 août 1822 ; la réception des travaux est prononcée le 25 (ou le 27) janvier 1823. Les maisons des veuves Trabuc et Arnaud qui jouxtent la maison d'arrêt sont acquises en 1822 et démolies en 1823 afin de l'isoler complètement. La construction de la gendarmerie s'achèvera pour sa part en 1824 (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 118-119).

13. Les prisons de Cherbourg (1823-1827, arch. : A.-J. Moutier), Saintes (1830-1833, arch. : A. Brossard), Beaune (1830, arch. : A. Macquet), Vervins (1831-1833, arch. : S. Noury, P.-L. Ménard), Versailles (1825-1828, arch. : A. Goy), Beaulieu (1823-1841, arch. : J.-B. et N. Harou-Romain) ou encore Saint-Joseph de Lyon (1827-1831, arch. : L.-P. Baltard, C.-P. Dumont) font partie de la sélection de Gourlier [Charles-Pierre Gourlier (dir.), *Choix d'édifices publics projetés et construits en France depuis le commencement du XIX^e siècle*, Paris, Louis-Colas Libraire-éditeur, volume 1 : 1825-1836, volume 2 : 1837-1844, respectivement publiés en 1836 et 1847].

et spécialiste de l'architecture pénitentiaire, en plus de l'adopter à Draguignan et à Lyon, insistera sur ses avantages dans son *Architectonographie des prisons*¹⁴.

Présentée comme un modèle du genre lors de son achèvement, la prison des Présentines fut pourtant rapidement frappée d'obsolescence, en raison notamment d'une capacité d'accueil modeste (76 détenus) qui lui valu d'être bientôt uniquement affectée aux femmes. Si de mauvaises conditions de détention y furent régulièrement dénoncées, elle continuera néanmoins de fonctionner jusqu'en 1943 sans connaître de transformations majeures¹⁵.

Les prisons Chave et Saint-Pierre ou l'indécision française en matière d'architecture carcérale

Toutefois, quelques décennies après les Présentines, deux autres prisons – Chave (1852-1854) et Saint-Pierre (1861-1864) – sont édifiées à Marseille pour faire face à l'augmentation de la population pénitentiaire. Bien que construites seulement à une décennie d'intervalle et sous la direction d'un même architecte – Auguste Martin (1818-1877)¹⁶ – des logiques différentes président à leur conception. Elles reflètent en réalité l'indécision qui était alors celle de l'administration française quant au système d'enfermement à privilégier (individuel ou collectif) et à la typologie architecturale à adopter (plan rayonnant ou orthogonal) (ill. 2).

En effet, la prison Chave, qui faisait office de maison d'arrêt¹⁷, adoptait le système d'enfermement cellulaire que les pouvoirs publics essayaient d'imposer au travers de la circulaire Gasparin (1836). Suite aux voyages d'étude effectués aux États-Unis par deux intellectuels français – Alexis de Tocqueville et Georges Beaumont – en 1831, puis par l'architecte Abel Blouet en 1837, la France avait en effet découvert les deux systèmes d'enfermement américains : le système auburnien (d'après la prison d'Auburn, 1816-1828) dans lequel le prisonnier était enfermé seul la nuit et

14. Prison de Draguignan (1824-1830, arch. : E.-B. Lantoin d'après le projet de L.-P. Baltard) ; prison Saint-Joseph de Lyon (1827-1831, arch. : L.-P. Baltard, C.-P. Dumont) ; Louis-Pierre Baltard, *Architectonographie des prisons*, Paris, Imprimerie de Crapelet, 1829, p. 19.

15. En 1837, les autorités départementales envisagent une surélévation (arch. : V. Barral, non réalisée). Un projet d'adaptation à l'enfermement cellulaire de la prison des Présentines (mais aussi des prisons d'Aix et de Tarascon) est étudié en avril 1850 (arch. : V. Barral). Engendrant une réduction de la capacité à 66 détenus et une dépense de 20 737,86 francs (valeur 1850), il ne donnera pas lieu à réalisation (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 122). Finalement, hormis la construction d'un nouveau quartier de détention réservé aux jeunes détenues (1919, arch. : G. Castel), seuls quelques travaux d'entretien sont menés à bien (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 119-121). Après la Seconde Guerre mondiale, une partie des bâtiments est aménagée en école communale (fermeture en 1966). Finalement détruite, la caserne et la prison laisseront place à l'actuel hôtel de région (1986-1987, arch. : J.-M. Battesti ; 1987-1991, arch. : C. Parent).

16. Architecte en chef du département de 1853 à 1864, Auguste Martin signe aussi à Marseille le palais de justice (1856-1862), la préfecture (1861-1866) et la gendarmerie du Prado (1860).

17. Réservée aux prévenus, la prison Chave fonctionnera jusqu'en 1955. Cédée à la commune, elle est détruite en 1958 pour laisser place à la caisse régionale d'assurance vieillesse (1953-1960, arch. : J. Crozet, J.-L. Sourdeau).

Ill. 2 : Prison Chave (1852-1854, arch. : Vincent Barral, Auguste Martin) : vue aérienne de la prison en 1953 (cl. Raymond Delvert, 24 octobre 1953, centre d'archives d'architecture du XX^e siècle, 188 Ifa 1/9).

travaillait dans des ateliers communs le jour, et le système pennsylvanien (d'après le pénitencier de Pennsylvanie, arch. : John Haviland, 1829) dans lequel le détenu était enfermé jour et nuit dans une cellule individuelle. Tocqueville, Beaumont et Blouet étaient revenus convaincus des bienfaits du système d'enfermement cellulaire, avec une préférence pour le système pennsylvanien. Cela conduisit à l'adoption du système d'enfermement cellulaire en France et à la recherche de solutions architecturales rationnelles qui y soient adaptées. La circulaire Gasparin (2 octobre 1836) indiquait ainsi que le ministre de l'intérieur n'accepterait plus, désormais, « les plans d'aucune maison d'arrêt qu'autant qu'ils seraient dressés suivant le système cellulaire ». Cinq ans plus tard, la circulaire Duchâtel (9 août 1841)¹⁸ préci-

18. *Circulaire Duchâtel, Instructions et programme pour les constructions de maisons d'arrêt et de justice, Atlas de prisons cellulaires* (9 août 1841).

sait les modalités de l'enfermement individuel et promouvait en outre, au travers de plans-types, des dispositions rayonnantes inspirées du panoptique de Bentham¹⁹.

Répondant aux nouvelles exigences ministérielles dès le milieu des années 1850, la prison Chave fait des Bouches-du-Rhône un département pionnier²⁰. Auguste Martin, s'appuyant sur le projet de son prédécesseur Vincent Barral²¹, avait en effet imaginé une maison d'arrêt adoptant la forme d'une étoile à cinq branches dont l'une était dévolue à l'administration et les quatre autres à la détention. Les cellules individuelles – douze par aile et par niveau, soit 144 au total dans la configuration d'origine²² – étaient disposées de part et d'autre de couloirs convergeant vers un poste de surveillance central. Si la prison Chave ne constituait qu'une adaptation du panoptique de Bentham (la surveillance depuis le point central ne concernait pas les cellules à proprement parler mais les coursives), il n'en demeure pas moins que, comme la prison de Mazas à Paris (1843-1850, arch. : Gilbert et Lecoq), elle précède de quelques années – et peut-être même annonce – le dispositif qu'adoptera Émile Vaudremer pour la partie maison d'arrêt de la prison de la Santé à Paris (1864-1867) et qui deviendra ensuite canonique.

Si l'on s'en tient au cas marseillais, moins de dix ans après la mise en service de la prison Chave, le département des Bouches-du-Rhône décide de se doter d'une nouvelle maison de correction destinée à accueillir 300 détenus hommes²³. Le projet est à nouveau confié à Auguste Martin qui est toujours architecte en chef du département. Entre 1861 et 1864, pour la seconde fois de sa carrière, l'architecte construit donc une prison à Marseille, mais selon un parti-pris très différent de celui précédemment adopté. En effet, les plans de Saint-Pierre furent dressés d'après les modèles mis au point suite à la promulgation de la circulaire Persigny²⁴ par laquelle, en 1853, le gouvernement avait renoncé à l'application du régime d'emprisonnement cellulaire pour s'en tenir à celui de la séparation par quartiers²⁵.

19. Bentham Jeremy, *Panopticon or the inspection house*, Londres, 1780, s.p. (traduction française, *Panoptique*, 1791).

20. Peu de départements (Gironde, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Indre-et-Loire, Ardennes, Seine) construisent de nouvelles maisons d'arrêt cellulaires ; voir Carlier Christian, *Histoire de Fresnes, prison « moderne ». De la genèse aux premières années*, Paris, La Découverte / Syros, 1998 ; Christian Demonchy, « L'architecture des prisons modèles françaises », *Gouverner, Enfermer. La prison, un modèle indépassable ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 269-293.

21. Vincent Barral est architecte en chef du département de 1840 à 1853. Il travaille au projet de la prison Chave dès 1850 (AD13 4 N 122).

22. La prison Chave est agrandie en 1907 (arch. : E. Buyron) par prolongement de ses ailes (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 123-127, Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 312).

23. La prison Saint-Pierre sera progressivement désaffectée après l'ouverture des Baumettes. Les registres d'écrou semblent toutefois indiquer qu'elle fonctionne jusqu'en février 1953. Les bâtiments originaux, en partie conservés (nef, ailes est et ouest), ont été inclus dans le nouveau siège administratif de l'APHM (1998, arch. : Atelier 9).

24. *Circulaire Persigny* (18 août 1853).

25. Auguste Martin dresse les plans de la prison Saint-Pierre « conformément aux prescriptions du programme dressé par Monsieur le directeur des prisons », en s'inspirant « des projets spécimens dressés par Messieurs Grillon et Normand, architectes, d'après les ordres de son excellence Monsieur le

Ill. 3 : Prison Saint-Pierre (1861-1864, arch. : Auguste Martin) : détail de l'avant-projet (18 août 1859, Arch. dép. des Bouches-du-Rhône 13 4 N 138).

Conjuguée à la loi de finances de 1856 qui avait retiré aux départements la charge des frais d'entretien des détenus, cette circulaire avait conduit à mettre en œuvre une importante campagne de construction et de rénovation des établissements pénitentiaires²⁶. La construction de la prison Saint-Pierre s'inscrit dans ce contexte et, à Marseille, marque le retour à un système d'enfermement par quartiers (ill. 3).

Pour ce faire, à l'intérieur d'un rectangle sécurisé, Auguste Martin avait imaginé un dispositif régulier constitué de trois bâtiments parallèles reliés, en leur milieu, par une aile perpendiculaire. Les différents bâtiments s'ordonnaient par conséquent selon une trame orthogonale, autour de quatre cours faisant office de préaux. La prison Saint-Pierre renouait ainsi avec une tradition architecturale courante, depuis

ministre de l'intérieur, pour servir de règle à la construction des prisons départementales » (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 13 4 N 128). En 1878, l'administration pénitentiaire publiera un recueil de modèles (Alfred Normand, Émile Vaudremer, *Projets-spécimens pour servir à la construction des prisons départementales suivant le régime de l'emprisonnement individuel*, Paris, 1878, s.p.).

26. 48 prisons départementales sont construites de 1853 à 1863, 60 sont agrandies ; en 1864, 93 étaient en projet ou à l'étude (Christian Carlier, *op. cit.*, p. 90).

longtemps éprouvée. Elle intégrait toutefois un certain nombre d'innovations d'ordre technique (matériaux de construction, chauffage, évacuation des eaux, moyens de surveillance) qui en firent, lors de son ouverture en 1864, une prison « moderne ».

Les Baumettes, un anachronisme en matière d'architecture carcérale ?

Si, à Marseille, le XX^e siècle n'a pas donné lieu à autant d'expériences que le XIX^e en matière d'architecture carcérale, il est tout de même marqué par la construction de la prison des Baumettes. Conçue entre 1931 et 1933 par l'architecte Gaston Castel (1886-1971)²⁷, construite en deux tranches, elle n'a été réellement mise en service qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale²⁸. Cette nouvelle prison départementale, financée à parts égales par le Conseil général et l'État, était destinée à remplacer les trois établissements pénitentiaires hérités du XIX^e siècle, qui étaient alors jugés vétustes et inadaptés à la détention.

D'un point de vue typologique, les Baumettes illustrent, certes tardivement mais de façon magistrale, l'ultime retournement de l'administration pénitentiaire au sujet du système d'enfermement, à savoir l'adoption définitive par la France du système cellulaire prescrit par la loi sur l'emprisonnement individuel du 5 juin 1875²⁹. Pour élaborer les plans des nouvelles prisons départementales, Gaston Castel a en effet scrupuleusement respecté les instructions de l'administration, tant en matière de programme que de typologie. Il en résulte un dispositif calqué, à quelques détails près, sur celui que l'architecte Henri Poussin a conçu pour la prison de Fresnes (1895-1898) à l'extrême fin du XIX^e siècle, sous l'influence en grande partie de par la circulaire ministérielle de 1877³⁰. À Marseille, les toitures-terrasses ont remplacé les toitures traditionnelles, le béton armé a remplacé le fer, la brique et la pierre mais, cela mis à part, le parti reste le même. La filiation avec Fresnes s'observe d'ailleurs aussi bien au niveau du plan d'ensemble, que des bâtiments de détention et des cellules (ill. 4).

27. Architecte DPLG actif de 1918 à 1971, lauréat du second Grand Prix de Rome (1913), Gaston Castel est architecte en chef adjoint (1918-1926) puis en chef (1926-1941) du département des Bouches-du-Rhône. Patron d'une agence importante, mais aussi figure intellectuelle et enseignant, il est l'un des principaux animateurs de la scène architecturale régionale du XX^e siècle.

28. Au sein du périmètre des Baumettes, de nouvelles constructions ont été érigées au cours du XX^e siècle (notamment un nouveau bâtiment de détention en 1989) ; les constructions initiales ont connu quelques transformations et adaptations sans toutefois voir leur morphologie initiale bouleversée jusqu'en 2013, année de lancement d'une vaste opération de « reconstruction » des Baumettes (2013-2016, agence d'architecture : Archi5) devant aboutir à une restructuration complète du site.

29. Le projet définitif est arrêté en 1933 alors que le système d'emprisonnement cellulaire avait été adopté en 1875.

30. Si le principe de plan rayonnant prévu dans la circulaire ministérielle de 1877 n'est pas retenu par Henri Poussin dans son projet définitif – son avant-projet prévoyait par contre un plan en étoile –, les autres dispositions (sécurité périphérique, chapelle, préaux, cellules) en sont la stricte application ; voir *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1877, p. 201 ; Christian Carlier, *op. cit.*, p. 97-132.

Ill. 4 : Prison des Baumettes (1931-1933 : conception, 1933-1943 : construction, arch. : Gaston Castel). Plan d'ensemble (document tiré de *La Construction Moderne* n° 27, 52^e année, 23 mai 1937, p. 573).

Les Baumettes s'organisaient en effet en trois quartiers indépendants : au centre, le quartier des hommes ; à droite, celui des femmes ; à gauche, l'infirmerie. L'ensemble, initialement conçu pour accueillir 1 424 détenus, avait finalement vu sa capacité ramenée à 1 264 détenus³¹. Accessible par une porte unique faisant office de corps de garde, chaque quartier était isolé par une enceinte et un chemin de ronde. Il comprenait un pavillon administratif, des services généraux, un pavillon des mineurs et un bâtiment disciplinaire. S'y trouvait également une chapelle-école, volume monolithique dont l'espace intérieur était, comme à Fresnes, divisé en stalles individuelles disposées en gradins de façon à ce que les regards convergent vers l'autel sans qu'aucune autre communication visuelle ne puisse s'établir entre les détenus. Longues barres étroites entourées de couronnes elliptiques de préaux, les bâtiments de détention adoptaient le système dit en « pôle téléphonique » imaginé par Henri Poussin pour Fresnes. Les cellules individuelles, inspirées comme celles de Fresnes par la cellule-modèle que l'administration avait présentée grandeur réelle lors de l'Exposition universelle de Paris en 1878 dans l'espoir qu'elle soit « pour le public, le commentaire vivant et la justification de la loi de 1875 »³², étaient desservies par d'étroites coursives entourant un vide central, bientôt appelée la « nef » (ill. 5).

Si les Baumettes illustrent la postérité que connaît encore la prison de Fresnes pendant les premières décennies du XX^e siècle, la filiation entre les deux établissements est telle qu'elle pose la question de la pérennité des modèles en matière d'architecture carcérale, renvoyant plus généralement aux difficultés auxquelles semblent irrémédiablement se heurter depuis le XIX^e siècle l'administration pénitentiaire et les architectes lorsqu'il s'agit de concevoir de nouvelles prisons³³. Les

31. Cela résulte de la diminution du nombre d'étages (trois à la place de quatre) d'un des bâtiments de détention du quartier des hommes.

32. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1878, p. 431 cité par Carlier Christian, *op. cit.*, p. 108.

33. En indiquant que « la prochaine prison a donc bien un modèle : c'est le modèle précédent », Christian Demonchy met en exergue un facteur qui, selon lui, a pendant longtemps rendu difficile le renouvellement de l'architecture carcérale (Christian Demonchy, *op. cit.*, p. 274).

Ill. 5 : Prison des Baumettes (1931-1933 : conception, 1933-1943 : construction, arch. : Gaston Castel). Le quartier des hommes en construction (s.d. ca. 1939, musée d'histoire de Marseille, 89.34008, boîte 7).

expériences conduites dans la cité phocéenne entre 1820 et le début des années 1940 offrent à ce propos un témoignage particulièrement éclairant : les Présentines, les prisons Chave et Saint-Pierre, les Baumettes incarnent, architecturalement parlant, les projets successivement élaborés par la société française au cours des XIX^e et XX^e siècles autour de la détention et l'enfermement. Les prisons marseillaises rappellent ainsi que l'élaboration et la diffusion de modèles architecturaux à l'échelon national, et parfois même à l'échelon transnational, ont indéniablement stimulé l'inventivité. La tentative de codification dont ils ont fait l'objet a même été une condition *sine qua non* du renouvellement de l'architecture carcérale. Toutefois, force est de constater que l'aspiration à la pérennité et l'universalité qui animaient la plupart des maîtres d'ouvrages et des maîtres d'œuvres, ont invariablement été mises à mal, qui plus est dans des délais finalement très courts au regard de l'histoire, rappelant, si besoin était, que les temporalités de l'architecture et de la société souvent différent.

Éléonore MARANTZ
maître de conférences en histoire de l'architecture contemporaine
(université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)